Renforcer l'accès aux services financiers des organisations de producteurs et leurs familles associées au commerce équitable.

CERISE – AGROFINE – IRAM – FINRURAL
8-9 et 11 Avril – Bolivie

1- Atelier 1 : FINCAFE à Caranavi 2
1.1- Introduction 2
1.2- Déroulement de la séance : 2
1.3- Retours sur les ateliers 3
1.4- Conclusion 4

2- Atelier 2 : El Ceibo à Sapecho 6
2.1- Introduction 6
2.2- Déroulement de la séance : 6
2.3- Retours sur les ateliers 7
2.4- Conclusion 9

3- Atelier 3 : Atelier partenaires institutionnels potentiels, La Paz 11
3.1- Introduction 11
3.2- Déroulement de la séance : 11
3.3- Conclusion 11

Liste des annexes 13

Remarques :
Tous les chapitres « retours sur les ateliers » sont la restitution des discours et écrits élaborés par les producteurs.

En annexe, vous trouverez une fiche présentant rapidement les acteurs ayant participé à un ou plusieurs de ces ateliers.
Annexe 1 : FINCAFE
Annexe 2 : FINRURAL
Annexe 3 : FECAFEB
Annexe 4 : EL CEIBO
Annexe 5 : PRORURAL

Abréviations :
-OP : Organisation de Producteurs
-IF : Institution financière
-IMF : Institution de microfinance

1- Atelier 1 : FINCAFE à Caranavi

1.1- Introduction

La filière café en Bolivie et deux de ses enjeux : le financement et la commercialisation.

Objectifs et thèmes abordés
- analyser les systèmes de financement et de commercialisation du secteur
- réflexions sur la proposition de fonds de garantie d'Agrofine pour les importateurs du commerce équitable
- identifier les points de renforcement institutionnel du secteur
- articulation des systèmes de financement et commercialisation

Participants
- représentants et administrateurs d'OP (Organisations de Producteurs)
- FINRURAL
- FINCAFE
- FECAFEB
- Lobodis
- Agrofine
- IRAM
- Liaison officer FLO

1.2- Déroulement de la séance :

Plénière :
- Présentation de FINRURAL « Servicios Financieros para el Sector de Producción Agropecuaria de base Campesina"
- présentation de FINCAFE
- présentation de FECAFEB
- présentation de 3 OP : Mejillones, CORACA La Reserva et Villa Oriente
- présentation du fonds de garantie - Agrofine

Ateliers de groupes autour de 3 axes- par François DOLIGEZ :

1) Le préfinancement et le fonds de garantie
- Quelles sont les forces et faiblesses du système actuel de préfinancement ?
- Quelles sont les remarques et suggestions quant à la proposition d'Agrofine (fonds de garantie) ?
- Comment délimiter les tâches et fonctions des OP, de FINCAFE, de FECAFEB et autres acteurs de la filière dans le système proposé par Agrofine ?

2) L'articulation possible entre le financement et la commercialisation
- Quelles fonctions et responsabilités des acteurs (FINCAFE, FECAFEB, OP, etc.) sont strictement individuelles et quelles sont celles où il peut y avoir alliance ?
- Quels sont les besoins pour que les initiatives communes progressent au niveau de l'organisation, du financement, de l'évaluation, etc.
- Quels sont les principaux problèmes, propositions de solutions et ajustements à faire dans les processus de certification ?

- Comment appuyer les entités financières pour une meilleure articulation entre financement et commercialisation ?

3) Renforcement institutionnel et rôle de FINCAFE pour le financement
- Quels services et produits financiers doivent être prioritaires pour FINCAFE ? (préfinancement pour l'exportation, financement pour l'agrandissement, la rénovation des caféières, financement pour les investissements des OP ?)
- Entre FINCAFE et les OP, voyez-vous la nécessité de mettre en place un plan stratégique ?
- Quelles priorités de formation des ressources humaines au niveau de FINCAFE et des OP ?
- Dans quels domaines peut-on créer des alliances entre producteurs-membres des OP et de FINCAFE avec les institutions financières via FINRURAL ?

1.3- Retours sur les ateliers

1.3.1- Le préfinancement :

Il apparaît en priorité que tous les importateurs ne proposent pas ou peu le préfinancement aux OP de café. Les représentants d'OP déplorent aussi le manque de relations directes avec les acheteurs. Enfin, les documents et les démarches à suivre pour obtenir un préfinancement demeurent obscurs.
Les producteurs de FINCAFE suggèrent une collaboration de la FECAFEB et de FINCAFE afin de les appuyer dans ces démarches pour obtenir de façon plus certaine un préfinancement.
Concernant plus spécifiquement la proposition d'Agrofine pour un fonds de garantie visant à améliorer le système de préfinancement, les producteurs proposent que les démarches soient simplifiées pour obtenir le préfinancement, grâce notamment à l'établissement de relations de confiance entre Agrofine et les OP.
Les demandes s'orientent aussi vers un appui à la commercialisation internationale.
Toutes ces suggestions s'accompagnent d'une redéfinition du rôle de chacun des acteurs de la filière café dans le système du fonds de garantie Agrofine :
- les OP restent responsables de la production de café,
- FECAFEB peut informer des signatures de contrats signés par les OP et contrôler le crédit octroyé par FINCAFE est en conformité avec le contrat d'achat signé.
- FINCAFE doit consolider ses relations avec Agrofine pour la captation de fonds et accéder à la demande de ses producteurs en crédit.

De manière plus technique, pour les contrats d'exportation (140 à 150 signés lors des deux dernières campagnes) :
- les contrats sont le plus souvent honorés, les causes de défaillances sont les problèmes climatiques et la non obtention d'autorisation de sortie de la marchandise lors du contrôle de pré-embarquement.
- Le paiement du café a lieu de 15 à 30 jours après l'embarquement, et contre l'envoi des documents d'embarcation et de contrôle de la marchandise.

Les représentants d'OP sont prêts à payer un taux d'intérêt de 4 à 5% pour le préfinancement.

1.3.2- Les produits financiers

Les services financiers qui devraient être développés en priorité par FINCAFE sont :
- le préfinancement pour l'exportation
- le financement pour l'extension des parcelles
- le financement pour la rénovation des caféières

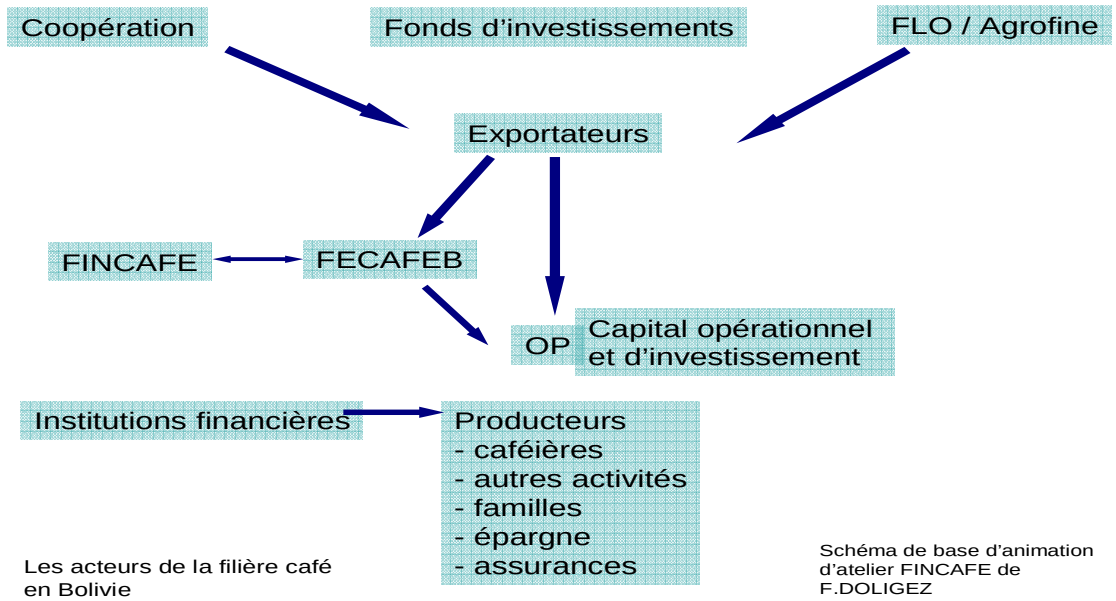
- le financement pour les investissements des OP
- et le crédit « d'urgence » à chaque moment de l'année.

Un plan stratégique, dans ce cadre, a été élaboré avec l'appui de SOS FAIM pour une meilleure collaboration entre FINCAFE, FECAFEB et les OP.

Au niveau des ressources humaines, les besoin de FINCAFE et des OP se situent dans le maintien des emplois d'officiers de crédit qui ont été formés (ils sont déjà 40), mais les OP se trouvent actuellement face à un manque de ressources financières.

Enfin, les représentants d'OP pensent qu'au-delà de ce qui est présenté ici, FINCAFE devrait se rapprocher d'institutions d'investissement étrangères (telles que ROOT Capital, Shared Interest, Rabobank ou Cordaid).

1.4- Conclusion



Les acteurs de la filière café en Bolivie

Schéma de base d'animation d'atelier FINCAFE de F.DOLIGEZ

Dans un contexte relativement complexe tant par le nombre d'institutions financières présentes sur le territoire que par la diversité de celles-ci, le financement des producteurs de café reste une question d'actualité. En ce sens, il est intéressant de relever que, d'après l'étude de FINRURAL, on est face à un manque de confiance des producteurs envers les institutions financières et à une demande en crédit toujours non satisfaite. A titre d'exemple, 85% des producteurs de cafés gardent leur épargne chez eux (même si 72 % ont accès au crédit) et les OP ont une demande en crédit s'élevant à 379 855 dollars.

La demande des producteurs concerne (comme cela a été dit au cours des ateliers) :

- le préfinancement pour l'exportation
- le financement pour l'expansion des parcelles
- le financement pour la rénovation des caféières
- le financement pour les investissements des OP
- et le crédit « d'urgence » à chaque moment de l'année.

Les limites au développement de produits financiers adaptés aux producteurs et OP sont, d'après FINRURAL :

- l'inexistence d'institutions financières spécialisées,
- un problème de rentabilité et de productivité du secteur, ainsi qu'un taux d'intérêt trop élevé,
- un manque de politiques publiques et de mécanismes d'appui sectoriel et programmes de développement entreprenarial,
- un manque d'accès au marché international.

Dans ce cadre les réflexions se sont portées sur les différents acteurs qui de manière institutionnelle ou technique peuvent appuyer le développement de services financiers pour les OP et leurs membres.
Les institutions actrices de la filière café, doivent, selon les représentants d'OP présents, redéfinir leur rôle au sein de la filière afin de mieux se coordonner autour des OP pour plus de performance. Un programme qui va dans ce sens a été élaboré par SOS Faim.

Autour du fonds de garantie d'Agrofine, il a été proposé un découpage des rôles où les OP restent responsables de la production de café, mais il faudrait que s'installe une relation de confiance entre Agrofine et les OP, d'une part et Agrofine et FINCAFE, d'autre part. Et ce pour une meilleure connaissance du café bolivien et des producteurs et ainsi un octroi plus adapté et facilité du crédit. En effet, le préfinancement ne touche pas toutes les OP et ne couvre pas tous les contrats.
Agrofine, en se rapprochant de FINCAFE pourrait rechercher des financements au Nord et ainsi appuyer la demande en crédit des producteurs.
Enfin, la FECAFEB pourrait jouer le rôle de « garant » quant à la conformité des contrats signés et la cohérence des crédits accordés par rapport aux contrats commerciaux.

Malgré l'échec de son alliance avec ANED[1], FINCAFE souhaite continuer à s'investir dans sa mission en continuant à former des agents de crédits en s'ouvrant à d'autres alliances et appuis qui pourraient bénéficier aux producteurs. Mais tout cela nécessite des moyens humains et financiers, ce qui constitue d'autres limites au développement de la structure.

[1] ANED : **La Asociación Nacional Ecuménica de Desarrollo,** institution financière de développement à but non lucratif – création 1978. - http://www.aned.org/

2- Atelier 2 : El Ceibo à Sapecho

2.1- Introduction

Comment améliorer le financement des producteurs d'El Ceibo pour une meilleure production ?

Objectifs et thèmes abordés
- analyser les systèmes de financement et commercialisation du secteur
- réflexions sur la proposition de fonds de garantie d'Agrofine pour les importateurs qui commerce équitable
- identifier les points de renforcement institutionnel du secteur
- articulation des systèmes de financement et commercialisation

Participants
- Représentants et administrateurs d'OP de la fédération El Ceibo
- FINRURAL
- Agrofine
- IRAM
- AFID

2.2- Déroulement de la séance :

Plénière :
- Présentation de Reynaldo Marconi (FINRURAL) sur les résultats de l'étude des besoins en financements des filières agricoles en Bolivie.
- Présentation de François DOLIGEZ (IRAM-Cerise) du travail de Clélia GARINO « Le financement des producteurs du commerce équitable - ETUDE DE CAS EN BOLIVIE - CENTRALE DE COOPERATIVES EL CEIBO LTDA »
- Présentation d'El Ceibo et de son fonctionnement par rapport au financement et du projet en réflexion d'association avec une institution financière (Prorural), par l'administrateur d'El Ceibo.
- Présentation du fonds de garantie, par Joaquin MUNOZ (Agrofine).
- Présentation de Prorural et du projet d'association (AFID[2]), par Wilson Flores, représentant de Prorural.

Ateliers de groupes autour de 3 axes- par François DOLIGEZ :

1) Le préfinancement
- Quelles sont les forces et faiblesses du système actuel de préfinancement au niveau des coopératives de bases d'El Ceibo ?
- Quelles sont les recommandations, les suggestions par rapport à la proposition d'Agrofine ?
- Comment pourraient se découper les rôles de chacun (coopératives de base, El Ceibo, AFID, etc) dans la proposition d'Agrofine ?

[2] AFID = **Alternativa Financiera para el Desarrollo,** projet de création d'une institution financière par Prorural et El Ceibo,

2) Comment augmenter la production et améliorer la productivité grâce à une institution financière et au préfinancement ?

- Quel est le rôle de la différence de prix entre le commerce équitable et le commerce conventionnel dans la « fuite » des récoltes ?
- Est-ce que cette différence de prix intensifie ou diminue la production ?
- Quels programmes existent pour augmenter la production et améliorer la productivité et quelles sont leurs forces et faiblesses ?
- Quels nouveaux programmes pourraient être appuyés par les institutions financières et le préfinancement ? Et comment ?
- Quels sont les rôles que les coopératives de base, El Ceibo et AFID pourraient jouer dans ce cadre ?

3) Agenda de travail pour le renforcement institutionnel d'AFID ?

- Quel modèle d'organisation, quelle forme juridique et quelles possibilités d'alliance sont envisageables afin qu'AFID se constitue en entité financière durable ?
- Qui doivent être les clients d'AFID ? producteurs ? coopératives de bases ? autres membres de la communauté ?
- Quels services et produits financiers doivent être développés en priorité par AFID ? (préfinancement pour l'exportation, financement pour l'agrandissement, la rénovation des cacaoyères, financement pour les investissements des OP ?)
- Quels autres services comme l'épargne, investissement, assurance pourraient être développés par AFID ?
- Quelles directions doivent être prises concernant : l'organisation (et particulièrement la relation avec les coopératives de base et El Ceibo), le statut juridique, la définition des produits, la localisation des agences, les services, l'organigramme, la formation des ressources humaines, les projections financières, le capital,etc. ?

2.3- Retours sur les ateliers

2.3.1- Le préfinancement et son organisation :

Le système actuel de préfinancement d'El Ceibo est assez intéressant pour les producteurs puisqu'il permet la collecte et ce sans coût pour les coopératives (taux 0 pour les OP de base et les producteurs).

Les limites de ce système sont d'une part intrinsèque à ce produit financier puisqu'il ne couvre que la partie de la commercialisation et n'est pas destiné ni à l'appui à la production ni à l'appui à la récolte. Les besoins des producteurs sur ces points sont pourtant importants. D'autre part, les producteurs déplorent le manque de planification et les retards de remboursements de certains membres. Ils espèrent que cela changera avec la constitution d'AFID.

Concernant le système proposé par Agrofine, les producteurs pointent du doigt le fait que ce système assure surtout l'importateur mais se soucie peu de la production, qui est pourtant la base de la transaction. Ils proposent donc que le préfinancement couvre aussi les besoins financiers concernant la production et non seulement la collecte et l'exportation. Ceci pourrait se faire avec la participation d'AFID. De manière plus concrète, les engagements dans le système Agrofine, pourraient être ceux-ci :

- Les producteurs doivent impérativement rester fidèles à El Ceibo et vendre la totalité de leur volume à la coopérative : il faut éviter les « fuites ».
- El Ceibo sera le lien entre l'importateur et le fonds de garantie
- AFID devra canaliser le financement afin d'augmenter la production et de répondre aux autres besoins des producteurs et des coopératives.

Les producteurs sont prêts à payer un taux d'intérêt qui ne va pas au-delà de 2,5% pour le préfinancement : il faut que cela soit compétitif avec les autres propositions du marché.

Les calamités naturelles sont la cause principale de non accomplissement des contrats nationaux, mais les contrats internationaux (annuels, négociés par El Ceibo) ont été honorés ces 2 dernières années.

2.3.2- Comment augmenter la production et améliorer la productivité grave à une IF et au préfinancement?

La différence de prix est en moyenne de 60 Bol/qq, entre les prix CE et les prix conventionnels.

Les OP doivent offrir des prix élevés pour éviter la concurrence avec les commerçants ambulants : ce qui leur à fait aussi perdre des acheteurs, tels qu'AlterEco qui n'ont pas pu ou voulu suivre cette hausse.

Pour éviter cette fuite et augmenter la productivité, les producteurs proposent :

- d'introduire de nouvelles variétés pour améliorer les rendements tout en améliorant la qualité (grâce à l'appui du PIAF[3])
- au niveau des acheteurs : être capable de négocier avec eux en analysant leurs coûts
- au niveau des membres : responsabiliser les membres. Pour qu'il y ait plus d'adhérents : proposer aux nouveaux membres des contrats flexibles (apports graduels de cacao) pour que ces nouveaux membres voient si le fonctionnement des coopératives leur convient ou non.
- au niveau de la parcelle : gaspiller moins, économiser sur la main d'œuvre, accéder à plus d'outils (machete), techniques pour ne pas brûler les parcelles lors de l'expansion, diriger les investissements vers les producteurs et pas seulement au niveau des coopératives.

Il y a des producteurs qui sont toujours membres mais qui n'apportent pas toute leur production à la coopérative.
Exemple d'une coopérative qui a collecté 300 qq contre 700 l'année précédente : à cause d'une mauvaise récolte et de la fuite.
Il faut mieux expliquer aux membres, les « conscientiser » sur le fait qu'El Ceibo n'offre pas seulement des prix mais aussi d'autres services : comme l'assistance technique. Et donc que les membres ont aussi des obligations envers les OP.
Il faudrait peut-être jouer avec le contrôle social : avec les registres il est facile de savoir qui n'a pas apporté l'ensemble de sa récolte.

Au niveau de la parcelle, les producteurs aimeraient un appui avec des outils motorisés pour la taille des cacaoyers et le renouvellement des cacaoyères (qui ont plus de 25 ans) grâce à la pépinière et enfin la pollinisation manuelle pour augmenter les volumes récolte.
Chaque producteur a des initiatives individuelles, mais tout le monde n'en est pas là.
Il y a des maladies, des envahisseurs, il faut trouver des produits adaptés à l'agriculture biologique pour lutter contre ces plaies.
Certaines coopératives manquent de « tarimas » pour leurs séchoirs. Or, c'est une faiblesse face à la qualité.

Contre les gelées, les producteurs ne voient pas quelles solutions s'offrent à eux.

[3] PIAF : Programa de Implementaciones Agro-ecologicas y Forestales, structure d'appui technique d'El Ceibo.

Pour lutter contre l'ensemble de ces problèmes agronomiques, il serait intéressant, à l'avenir de développer les relations avec l'université. Mais aussi qu'El Ceibo propose aux producteurs des plants à un prix correct. En ce qui concerne l'expansion des parcelles, la microfinance pourrait jouer un rôle, notamment pour l'achat de terre. Mais aussi pour l'achat d'équipement (séchage, fermentation, mécanisation des travaux sur les parcelles) que ce soit un achat individuel (environ 1500 dollars) ou par les OP.
Il faudrait enfin mettre en place des programmes de formation pour le maintien de la qualité et l'homogénéité des produits.

2.3.3- AFID

Les producteurs souhaitent une institution financière qui soit autonome et durable, qui génère des excédents, grâce à la mise en place d'un programme de microcrédit en collaboration avec un associé stratégique. AFID ne sera pas une banque (capital minimum de 5 millions de dollars) ni une FFP (Private Financial Fund) ou une CAC (Cooperativa de Ahorro y Crédito) capital minimum de 1 million de dollars).

Les clients d'AFID doivent être en priorité les membres des coopératives de base mais AFID sera ouvert aux autres personnes aussi. Cependant, il faudra établir une politique de préférence aux membres (meilleur taux d'intérêt, moins de garanties demandées, etc.).

Les produits à développer sont en priorité : le crédit à la production (cacao en particulier) mais aussi les crédits "sociaux", à la consommation, d'urgence, d'aide à la commercialisation, etc.

Ces prêts pourront être obtenus directement auprès d'AFID mais aussi auprès d'autres institutions. Car d'une part AFID ne couvrira pas toute la région et d'autre part certaines alliances pourraient être intéressantes, notamment pour les transferts (avec Western Union, par exemple), en conservant toujours l'intérêt des membres, avec des conditions préférentielles.

Mais avant tout, pour démarrer un plan de développement, il faudra se concentrer sur la formation et sur les outils technologiques et règlements.

Les membres, les coopératives de base et El Ceibo doivent garantir le remboursement des crédits afin que l'AFID se consolide.
Les crédits ne devront pas se distribuer « à l'aveugle » : il faudra bien évaluer les capacités de remboursement des membres. Sur ce point les OP doivent pourvoir aider AFID.
Il faudrait donc aussi, pour une meilleur évaluation faire rentrer dans les registres des OP les autres cultures des producteurs : bananes, papayes, etc.

2.4- Conclusion

L'un des principaux problèmes d'El Ceibo se trouve dans la stagnation des volumes collectés ces derniers temps. Ceci s'explique d'une part par la « fuite » du cacao de certains membres vers d'autres structures de collectes (ce qui est souvent le cas lorsque le cours du cacao mondial est élevé puisque la différence entre le prix conventionnel et le prix CE est nulle – hors primes). D'autre part, les producteurs dénoncent le manque de moyens pour rénover les plantations (âgées d'environ 25 ans), les agrandir et pour accéder au matériel leur permettant une baisse des coûts de production et un meilleur traitement post-récolte du cacao.

Afin de remédier à ces problèmes, les producteurs proposent une meilleure gestion des membres : mettre en place des contrats progressifs pour attirer de nouveaux membres et

mieux expliquer aux membres que vendre son cacao à la coopérative ce n'est pas seulement qu'une question de prix, mais que cela donne aussi accès à différents services. Les producteurs attendent aussi beaucoup de la microfinance, que ce soit par la création d'AFID ou par le préfinancement.

Concernant AFID, les producteurs insistent sur le fait que les membres d'El Ceibo devront être privilégiés par rapport à d'autres clients et que les produits proposés doivent être plus intéressants que ceux déjà sur le marché. Il est proposé que l'OP serve « d'informateur » auprès de l'AFID, puisqu'elle a une bonne connaissance des producteurs et de leurs capacités de remboursements. Les producteurs abordent le fait qu'il ne faudra pas distribuer les crédits sans règles bien précises et qu'un bon taux de remboursement sera vital pour AFID (surtout à ses débuts). Les besoins, en terme de produits financiers se trouvent essentiellement dans le crédit qui appuierait la production.
En ce sens les producteurs interpellent Agrofine et les importateurs du commerce équitable pour que le préfinancement couvre non pas seulement la collecte et l'achat de cacao mais aussi la production d'un cacao de qualité en volume suffisant.
De plus, le fonds de garantie devra trouver sa place dans ce système alliant une OP et une institution financière. C'est un point à intégrer pour la constitution du fonds de garantie : tenir compte des IF déjà en relation ou créées par les OP concernées.

3- Atelier 3 : Atelier partenaires institutionnels potentiels, La Paz

3.1- Introduction

Thème : Commerce équitable et microfinance rurale.

Objectifs :

- s'approprier l'initiative commerce équitable et microfinance rurale et productive
- obtenir des retours concernant la proposition Agrofine – fonds de Garantie
- identifier les partenaires potentiels pour le renforcement institutionnel du secteur

Participants :

- Représentants d'OP (10): FINCAFE, CEIBO, CIOEC, AOPEP, ANAPQUI,
- Coopération internationale (3): SOS FAIM, AVSFf (ex-Cicda); ACRA
- Fondations d'appui au secteur productif (4): PROFIN, PRORURAL, PRODEM, FUNDAPRO;
- Représentants d'institutions financières (6): ANED, FADES, DIACONIA, IDEPRO, FFP PRODEM, FFP FIE.
- Invités du gouvernement (2): Ministères de l'agriculture et ministère de la microentreprise
- Agences de la coopération internationale (5): AECI, Embajada de Francia, Holanda, DANIDA, COSUDE
- Organisateurs (3) : FINRURAL, IRAM-Cerise, Agrofine

3.2- Déroulement de la séance :

Plénière :

- Présentation du fonds de garantie, par Joaquin MUNOZ (Agrofine).
- Présentation de François DOLIGEZ (IRAM-Cerise) « Quelles synergies entre microfinance rurale et commerce équitable, perspectives boliviennes »

Deux exemples de coordination OP-IF :

- Présentation d'El Ceibo et de son fonctionnement par rapport au financement et du projet en réflexion d'association avec une institution financière (Prorural), par l'administrateur d'El Ceibo.
- Présentation de FINCAFE, par le Pdt de FINCAFE

3.3- Conclusion

Cette réunion avait valeur de conclusion sur les ateliers précédents mais surtout avait pour but de réunir les principaux acteurs du développement national et international autour de la problématique du financement et du commerce équitable.

Les représentants d'OP, comme ceux du Gouvernement et de la coopération internationale ainsi que les acteurs financiers ont pu ensemble s'engager dans une démarche de réflexion autour de la problématique du financement des producteurs. Au-delà de l'agenda proposé pour le futur il était intéressant que chacun puisse s'identifier et puisse s'exprimer sur cette problématique.

Concernant le fonds de garantie les différentes personnes présentes proposent que les importateurs s'impliquent plus dans le développement local. Donc que les importateurs

s’impliquent entre autre dans la rénovation des parcelles (ce qui leur assurerait du volume et une meilleure qualité) et pourquoi pas des ateliers de transformation afin que les OP puissent capter plus de valeur ajoutée.

Certains mettent aussi l’accent sur le fait que des initiatives locales sont déjà en place pour le développement de produits financiers adressés aux producteurs de cacao et café et qu’il faut donc en tenir compte. Cela dit, les institutions concernées sont ouvertes à l’intégration d’autres projets comme le fonds de garantie.

Dans un contexte de régulation du secteur financier, les changements vont être importants et certaines IMF seront certainement ou exclues ou absorbées mais les initiatives dans ce cadre en mouvement vont pouvoir se développer avec une meilleure coordination si des réunions de ce type persévèrent. Le regroupement d’El Ceibo et Prorural autour du projet AFID est un bon exemple, le fonds de garantie parait y avoir sa place : reste à détailler les modalités du système compte tenu des besoins et du fonctionnement d’AFID.

Liste des annexes

Annexe 1 : FINCAFE 14

Annexe 2 : FINRURAL 15

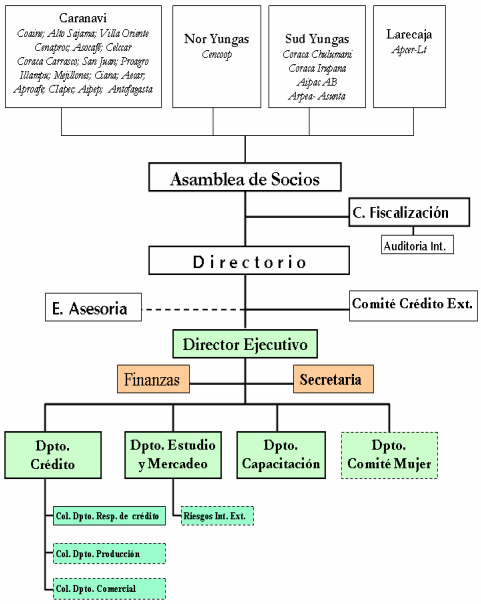
Annexe 3 : FECAFEB 16

Annexe 4 : EL CEIBO 17

Annexe 5 : PRORURAL 18

Annexe 1 : FINCAFE

(issu de la traduction partielle de la présentation)



FINCAFE a été fondée en 1998 et s'est constituée en association civile nationale but non lucratif en 2002, puis en 2007 elle s'est consolidée en se constituant institution financière de premier niveau.
La couverture géographique : 4 province du Nord du département de La Paz : Nor Yungas, Sud Yungas, Caranavi et Larecaja.
Nombre de membre : 23 organisations de producteurs de café qui regroupent 7500 familles.
L'objectif de FINCAFE est de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des familles de producteurs de café membres des organisations de producteurs associées à FINCAFE. Cela passe par la fourniture de services financiers adaptés à une production durable et une commercialisation compétitive.

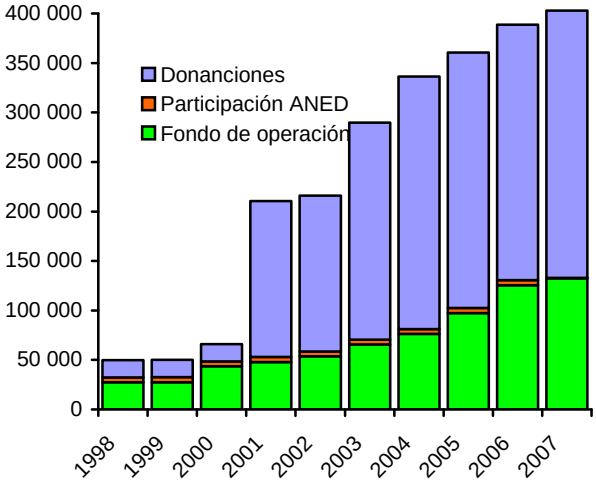
L'activité principale est de négocier et canaliser les ressources financières à travers des institutions financières spécialisées en faveur des OP membres de FINCAFE, qui finalement doivent atteindre les familles de producteurs de café en fournissant du capital d'opération et d'investissement pour la production, la transformation et la commercialisation des productions agricoles (en priorité le café).

Le crédit associatif au sein des OP est utilisé avant tout pour l'avance au producteur, pour la collecte du café et l'achat comptant. Le reste de fonds est utilisé pour couvrir les coûts de transport, la transformation et l'exportation.

Grâce à ses crédits, les OP peuvent payer à leurs familles membres de meilleurs prix et les producteurs eux-mêmes peuvent payer leurs ouvriers.

Quelques succès de FINCAFE :

- Augmentation du nombre d'organisations affiliées de 8 en 1998 à 23 en septembre 2007.
- Augmentation du fonds d'opérations (apports des OP) : de 27.400 USD en 1998 à 132.608 USD en 2007.
- Augmentation du capital du portefeuille destiné aux producteurs de cafés membres : de 50.000 USD en 1998 à 395.677 USD en septembre 2007.
- Conscientisation de la culture du crédit aux familles.
- Le taux de non remboursement concernant le crédit associatif est très bas et inférieur à la moyenne du secteur.
- Captation de fonds externes d'institutions publiques et privées pour promouvoir les services financiers pour le secteur café.



Annexe 2 : FINRURAL

http://www.finrural-bo.org/ (extrait et traduit du site, traduction et sélection sous ma responsabilité)

L'association des institutions financières pour le développement rural (FINRURAL) est une association civile sans but lucratif, créée le 28 septembre 1993.

Mission institutionnelle :

Améliorer la situation socio-économique des clients qui contribuent au développement du marché des IMF et promeuvent une meilleur gestion institutionnelle.
Diversifier et améliorer la qualité des services proposés par ces IMF.
Renforcement de leur image.
Pour ces IMF, FINRURAL fait des proposition d'innovation, transfert de technologie et développement et diffusion des connaissances à travers, notamment l'articulation des forces du secteur.

Valeurs fondamentales :

- engagement à partir de la vision de développement des associés
- engagement prioritaire pour la promotion du développement local et sectoriel.
- Accompagnement dans l'innovation, la créativité et l'apprentissage continu.
- Excellence du travail effectué.
- Honnêteté, transparence, solidarité et complémentarité.

Finrural se présente comme l'association la plus représentative des institutions financières orientées vers le développement avec une capacité d'incidence sur les politiques du secteur et est une référence internationale dans la production de technologie et connaissances des finances pour le développement.

Annexe 3 : FECAFEB

(D' après la présentation effectuée par le représentant de la FECAFEB – Caranavi – Avril 2008)

LA FECAFEB (Fédération des Caféiculteurs Exportateurs de Bolivie) a été créée en 1991, de manière démocratique, autonome et sans but lucratif.

La fédération a pour mission de défendre les intérêts des familles de petits producteurs de café organisés en facilitant la promotion et la commercialisation de leur café.
La FECAFEB rassemble 30 OP et concerne 8700 familles de producteurs membres de ces OP.

Les services a disposition des producteurs sont :

- la commercialisation,
- l'assistance technique,
- la formation
- les services financiers
- autres projets (comme la « tasa de excelencia » en 2006,2007 et 2008).

Depuis le début des activités de la FECAFEB, les exportations ont augmenté, tant en volume qu'en valeur. La FECAFEB a aussi contribué à la création de FINCAFE.

http://www.fecafeb.com/

Annexe 4 : EL CEIBO

(D'après la présentation effectuée par le représentant d'El Ceibo – Sapecho – Avril 2008)

El Ceibo est une fédération qui regroupe 38 coopératives de producteurs de cacao de la région d'Alto Beni.
Ces coopératives de base regroupent 800 familles membres, et d'autres associations de producteurs de cacao bio, rassemblant 700 familles sont en processus d'intégration à la fédération. El Ceibo a développé différentes activités depuis sa création en 1977 : production, collecte, transformation des produits, commercialisation.

Pour assurer la transformation de cacao, El Ciebo possède un centre de pré-transformation à Sapecho et une usine de transformation et de fabrication des produits à base de cacao à El Alto (La Paz).

El Ceibo veut se développer sa forme associative de manière compétitive selon des critères d'équité et de durabilité. El Ceibo s'est donné pour mission de renforcer les capacités entreprenariales de l'activité d'agro-industrie et d'apporter u appui administratif et technique aux coopératives de bases et aux producteurs membres.

http://www.elceibo.org/ceibo.php

Annexe 5 : PRORURAL

(d'après la traduction d'extraits du site internet : http://www.prorural.org.bo/)

Prorural (association nationale bolivienne pour le développement rural) a été fondée le 20 avril 2000. C'est une association civile, privée à but non lucratif. Prorural a pour mission de contribuer à la promotion du développement économique, social et environnemental des hommes, femmes et enfants les plus défavorisés qui pour améliorer leurs conditions de vie doivent être les instigateurs de leur propre développement

Prorural est à l'origine de différents projets dont le PIE (programme d'investissment pour les entreprises). Prorural s'engage à travers ce rogramme a partager les risques avec des unités économiques (entreprises individuelles, famillliales, OP, etc.) pour qu'elles puissent se développer et apporter un bénéfice aux hommes et femmes habitants dans les zones rurales.

Prorural ne participe pas de manière majoritaire et à long terme à l'actionariat de ces entreprises : il s'agit d'un appui transitoire dans le but d'améliorer la situation d'une entreprise afin qu'elle puisse se développer durablement.

Prorural appuit actuellement El Ceibo dans la consitution d'une institution financière bénéficiant aux producteurs de cacao membres des coopératives d'El Ceibo.